

Les « Matinées » de Profession Banlieue Jeudi 10 juin 2021 de 9h15 à 12h30 en visio-conférence

Faire face au sentiment d'insécurité et à la victimation : Le positionnement des bailleurs sociaux en Seine-Saint-Denis

Fortement stigmatisés, les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) et les grands ensembles de logements sociaux séquano-dionysiens sont souvent associés à des lieux de désordre, d'insécurité et d'incivilité. Au-delà des représentations, il convient de s'interroger sur ce que recouvrent les insécurités et les incivilités, perçues et vécues par les habitant·es des QPV de la Seine-Saint-Denis, sans pour autant nier les problèmes qui peuvent exister dans ces quartiers. D'après le millésime 2019 de l'enquête « Victimation et sentiment d'insécurité en Île-de-France », réalisée par L'Institut Paris Region, la Seine-Saint-Denis est le département francilien dans lequel le sentiment d'insécurité est le plus important (58 % des habitant·es), même si « la population vivant en Seine-Saint-Denis n'est plus la plus victime d'Île-de-France (55 %) ».

Face à ces constats, les acteur·rices de terrain se mobilisent pour améliorer les conditions de sécurité et de tranquillité résidentielle dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville. C'est le cas notamment des bailleurs sociaux qui, depuis quelques années, sont de plus en plus investis dans le champ de la tranquillité résidentielle à la fois pour assurer la jouissance paisible des lieux à leurs locataires et la sécurité de leurs salarié·es. En Seine-Saint-Denis, cette implication s'est traduite notamment dans la mise en place d'une convention relative à la sécurité et à la prévention de la délinquance et de la radicalisation dans le logement social en Seine-Saint-Denis signée en juillet 2020 par la Préfecture de département, le tribunal judiciaire, des maires volontaires, l'Aorif et des bailleurs sociaux.

Au cours de cette demi-journée, il s'agira de revenir sur la victimation et le sentiment d'insécurité en Seine-Saint-Denis et sur l'implication des bailleurs sociaux dans la sécurité et la tranquillité résidentielle.

Retours sur l'enquête victimation et sentiment d'insécurité

Hélène Heurtel, chargée d'études, mission Prévention Sécurité, L'Institut Paris Region

Les bailleurs sociaux face aux enjeux de sécurité

Virginie Malochet, sociologue et *Camille Gosselin*, urbaniste, mission Prévention Sécurité, L'Institut Paris Region

Claire Furic, chargée de projet Seine-Saint-Denis, Aorif

Présentation de la convention relative à la sécurité et à la prévention de la délinquance et de la radicalisation dans le logement social en Seine-Saint-Denis

Nicolas Dufrene, chargé de mission prévention de la délinquance, direction des sécurités et des services du cabinet du préfet, Préfecture de la Seine-Saint-Denis

Gilbert Flam, magistrat

Claire Furic, chargée de projet Seine-Saint-Denis, Aorif